

Jason Témaui MAN
Président de l'association Te Motu
Assesseur de Te Ora Naho - Fédérations des associations de protection de
l'environnement
jasonms1@gmail.com

Adressé à
Moetai BROTHERSON
Président de la Polynésie Française

'la ora na,

Je vous écris au sujet de la situation alarmante de notre pays face au changement climatique. Si le Plan Climat de la Polynésie Française est une grande réussite par son ambition, nous avons dans la société civile de grandes inquiétudes sur son bon déroulement, sur les moyens alloués et sur la cohérence avec les autres politiques publiques du pays.

Aussi j'aimerais attirer votre attention sur la situation hors de notre territoire, car malheureusement l'avenir, la sécurité et l'habitabilité de nos îles sont tributaires d'un effort mondial de lutte contre le changement climatique. Nous avons beaucoup de raisons de nous inquiéter et donc tout autant de raison de nous mobiliser pour changer la trajectoire que prend collectivement l'humanité. Notre pays subit une véritable injustice de par la disproportion entre notre contribution au changement climatique et les impacts que celui-ci aura sur nous. Alors que des pays plus responsables aujourd'hui et à travers l'histoire ne font ni leur part ni ne sont autant en danger que nous.

Voici une déclaration traduite en français de Simon Stiell, secrétaire exécutif d'ONU Climat à l'occasion de la publication du Rapport de synthèse sur les contributions déterminées au niveau national 2024, le 28 octobre 2024.

“Les conclusions du rapport sont dures, mais pas surprenantes : les plans d'action climatique nationaux actuels sont loin de répondre aux besoins pour empêcher le réchauffement planétaire de paralyser toutes les économies et de détruire des milliards de vies et de moyens de subsistance dans tous les pays.

[...]

Les plans actuels combinés, s'ils sont pleinement mis en œuvre, entraîneraient des émissions de 51,5 gigatonnes d'équivalent CO2 en 2030 – un niveau inférieur de seulement 2,6% à celui de 2019. La pollution par les gaz à effet de serre à ces niveaux garantira un naufrage humain et économique pour tous les pays, sans exception.”

Le rapport décrit les politiques nationales des États membres comme insuffisantes et nous menant vers une trajectoire de réchauffement global de plus de 3 degrés d'ici 2100. Ce qui implique des conséquences désastreuses et irréversibles pour le

Fenua. Par exemple, d'après les rapports du GIEC à partir de +2 degrés nous perdons 99% des coraux sur Terre et le niveau de la mer pourrait monter jusqu'à 1 mètre.

Afin de répondre à cette situation, je vous adresse deux demandes :

- Que la Polynésie Française se déclare au moins symboliquement en état d'urgence écologique et climatique et lance un appel aux autres territoires ultramarins français à faire de même.
- Qu'une mission soit lancée les prochains mois et pendant les prochaines années afin de plaider pour nos écosystèmes et notre peuple sur la scène nationale, européenne et internationale. Concernant la menace existentielle que représente le changement climatique.

En parallèle de ce courrier, un autre sera envoyé au président de la république Emmanuel Macron afin de lui demander une rencontre courant 2025 avec une délégation ultramarine afin de discuter de la responsabilité de l'état français sur l'urgence climatique dans les territoires ultramarins.

Je suis à votre entière disposition pour discuter des demandes et travailler à leur réalisation.

Mauruuru,

Jason Témaui MAN